



CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE CHÉNEVILLE
COMTÉ DE PAPINEAU

RÈGLEMENT NUMÉRO 2017-081

2017-08-240

Adoption du règlement 2017-081 relatif aux nuisances

**RÈGLEMENT 2017-081
RELATIF AUX NUISANCES**

ATTENDU QUE le conseil juge à propos de revoir la réglementation relative aux nuisances;

ATTENDU QU' un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné lors de la séance régulière du Conseil municipal tenue le 3 juillet 2017;

ATTENDU QUE le projet de règlement a été adopté lors de la séance extraordinaire du 12 juillet 2017;

Il est proposé par madame Nicole Viens
et résolu

QUE,

Le conseil de la municipalité de Chénéville adopte le règlement 2017-081 qui décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement les mots suivants signifient :

« **Appareil** » désigne un objet, machine, dispositif, formé d'un assemblage de pièces et destiné à être utilisé pour exécuter un travail ou produire un résultat, sans limiter le sens de ce terme, il comprend poêle, four, réfrigérateur, laveuse, sècheuse, lave-vaisselle, congélateur, four micro-ondes, radio, téléviseur, climatiseur, batterie de véhicule, réservoir (eau, huile, essence).

« **Déchet** » désigne les déchets solides au sens du règlement sur les déchets solides (R.R.Q. 1981, c. Q-2, r.14) tel qu'amendé, adopté suivant les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

« **Mauvaises herbes** » s'entend des plantes désignées et considérées comme mauvaises herbes par le règlement sur les mauvaises herbes (R.R.Q. 1981, c. A-2, r.1) adopté en vertu de la Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., c. A-2).

« **Mettre au rancart** » mettre quelque chose au rebut, s'en débarrasser.

« **Officier** » ou
« **Inspecteur** » désigne la personne nommée par résolution du conseil pour l'application du présent règlement.

« **Véhicule** » désigne toutes les sortes de véhicules définies au Code de la sécurité routière (L.R., c. C-24.2).

ARTICLE 2

Constitue une nuisance le fait de conserver, de garder ou de laisser à l'extérieur d'un bâtiment, de la ferraille, des pièces ou partie de véhicule automobile, bateaux, VRC désaffectés et toutes remorques désaffectées et non immatriculées, instrument agricole, commercial ou industriel, d'appareil usagé ou hors d'usage ainsi que du bois autre que celui destiné au chauffage, à la construction ou à un autre usage lorsqu'il est empilé ou cordé.

ARTICLE 3

Constitue une nuisance le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain de tolérer, de conserver, de garder ou d'accumuler sur un terrain, des bouteilles, cannes, cannettes, bidons vidés de leur contenu original, des pneus hors d'usage, des matériaux inutilisés, du vieux papier ou des déchets de quelque nature, sauf sur un terrain utilisé aux fins d'accumuler les objets ci-devant lorsque les permis requis par la loi sont en vigueur.

ARTICLE 4

Constitue une nuisance le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble d'y mettre au rancart, d'y démanteler ou d'y altérer tout véhicule immatriculé ou non à l'extérieur d'un bâtiment.

Constitue une nuisance le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant de remiser, d'entreposer ou de garder à l'extérieur d'un bâtiment un véhicule routier non immatriculé pour l'année courante et/ou accidenté et/ou dans un état tel qu'il ne peut circuler sur la voie publique. Est considéré non immatriculé un véhicule immatriculé à des fins de remisage depuis plus de 365 jours. Le propriétaire d'un véhicule remisé devra fournir la preuve de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) concernant le remisage de son véhicule.

Constitue une nuisance le fait par quiconque de garer et/ou de stationner tout véhicule de promenade ailleurs que sur un espace de stationnement conçu à cet effet.

ARTICLE 5

Constitue une nuisance le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain de tolérer ou de laisser croître sur un terrain des broussailles et des mauvaises herbes.

ARTICLE 6

Constitue une nuisance le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain de tolérer ou de laisser croître des herbes réputées mauvaises ou non à une hauteur excédant vingt centimètres (20 cm).

Le présent article trouve exception pour les plantes cultivées sur une terre agricole, un potager, dans un aménagement paysager ou dans un boisé.

Le présent article ne s'applique pas aux herbes ou plantes croissant dans un boisé, un marais ou marécage, un rocher, sur des pentes abruptes, c'est-à-dire des pentes ayant un degré d'inclinaison de plus de quarante-cinq pourcent (45%), et en bordure d'un cours d'eau à une distance de moins de trois mètres (3 M) de la ligne des hautes eaux, lorsque aucune résidence n'est érigée dans un rayon de cent mètres (100 m).

ARTICLE 7

Constitue une nuisance le fait de jeter ou de déposer ou de laisser substituer des cendres, du papier, des déchets, des immondices, des ordures, des détritiques, des ferrailles, des bouteilles vides et autres matières, des objets nuisibles ou substances nauséabondes, des excréments d'animaux, ainsi que des rebuts de machinerie, de véhicules ou autres rebuts ou déchets de quelque nature que ce soit, dans les rues, allées, cours et terrains publics ou privés, places publiques, eaux et cours d'eaux municipaux.

ARTICLE 8

Les fossés d'aisance et les systèmes d'évacuation des eaux usées doivent être conformes au règlement sur les eaux usées des résidences isolées (R.R.Q. 1981, c. Q-2 r.8) et être entretenus suivant les dispositions de ce règlement.

ARTICLE 9

Constitue une nuisance le fait de souiller le domaine public. Constitue notamment une nuisance, pour laquelle le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule est responsable, le déversement accidentel ou volontaire du chargement du véhicule sur le domaine public.

ARTICLE 10

Constitue une nuisance, pour laquelle le propriétaire ou le conducteur est responsable, le fait de conduire un véhicule lorsque les pneus, l'équipement ou une autre partie du véhicule répand ou laisse tomber sur le domaine public de la terre, de la boue, du fumier, de l'huile, du carburant ou toute autre matière.

ARTICLE 11

Constitue une nuisance le fait de souiller le domaine public en y apposant de la peinture, en inscrivant des graffitis, ou en marquant, par quelque moyen que ce soit, des objets du domaine public.

ARTICLE 12

Toute personne qui souille le domaine public doit nettoyer l'objet souillé afin de le remettre dans son état antérieur. À défaut, cette personne devient débitrice envers la municipalité du coût du nettoyage effectué par elle.

ARTICLE 13

Le propriétaire ou gardien de tout animal qui meurt dans la municipalité doit voir à le faire enterrer ou à en disposer de toute manière autorisée par la loi, et le défaut de ce faire constitue une nuisance et une contravention au règlement. Tout employé de la municipalité est autorisé à le faire enterrer aux frais du propriétaire ou gardien dans le cas où ce dernier ne le fait pas enterrer dès la demande qui lui en est faite par l'officier municipal.

ARTICLE 14

Constitue une nuisance le fait de faire usage ou de permettre que soit fait usage d'un appareil propre à produire ou reproduire des sons, de façon à causer un bruit excessif ou insolite et à nuire au bien-être, au confort et au repos des personnes du voisinage.

ARTICLE 15

Constitue une nuisance tout bruit excessif à l'intérieur ou à l'extérieur de tout édifice.

Un bruit est excessif lorsqu'il excède à l'extérieur des limites de la propriété sur laquelle il se produit le niveau de cinquante (50) décibels (db (A)) entre sept (7) heures et vingt-trois (23) heures ou de quarante (40) décibels (db (A)) entre vingt-trois (23) heures et sept (7) heures le lendemain.

ARTICLE 16

Un chien aboyant ou hurlant de façon répétée, le jour ou la nuit, de manière à incommoder ou troubler le repos de toute personne du voisinage, est considéré comme nuisance et le propriétaire ou le gardien de tel chien est passible des pénalités édictées par le présent règlement.

Le propriétaire ou le gardien de tel chien doit prendre les mesures appropriées afin d'empêcher, le chien sous sa garde d'aboyer ou de hurler de façon à incommoder ou à troubler le repos des personnes du voisinage.

ARTICLE 17

Constitue une nuisance le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain de tolérer la présence d'arbre, arbuste ou haie au point de dissimuler la signalisation routière, d'amoinrir l'éclairage du réseau d'éclairage public, d'empiéter sur une voie publique ou de nuire d'une quelconque manière à l'usage de la propriété municipale.

ARTICLE 18

Constitue une nuisance le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain de tolérer la présence d'un arbre malade ou mort ou dans un état précaire susceptible de tomber ou de porter atteinte à la sécurité des personnes ou des biens.

ARTICLE 19

Il est du devoir de l'officier de la municipalité, lequel est pour les fins du présent règlement revêtu de tous les pouvoirs conférés à l'inspecteur municipal, d'appliquer toutes les dispositions du présent règlement, et il est par les présentes personnellement autorisé à visiter et à examiner toute maison, ainsi que tout terrain, propriété ou bâtisse dans la municipalité; et toute personne qui crée, cause ou occasionne un empêchement, opposition ou obstruction à l'officier municipal dans l'exercice de son devoir comme susdit, commet une infraction et est passible des pénalités du présent règlement.

ARTICLE 20

Le propriétaire, le locataire et tout occupant d'un immeuble sur lequel subsiste ou se trouve une nuisance au sens du présent règlement et toute personne qui cause, produit ou est responsable d'une nuisance, commet une infraction et est passible des pénalités édictées au présent règlement. Il est responsable de faire disparaître la nuisance.

ARTICLE 21

Tout propriétaire, locataire et occupant d'un terrain ou d'une bâtisse doit prendre les mesures nécessaires pour tenir en bon état de propreté ses maisons, cour et dépendances, et il doit obtempérer aux avis de l'officier municipal lui ordonnant de nettoyer telles propriétés, cour ou dépendances.

ARTICLE 22

À défaut par le propriétaire, locataire ou occupant de faire disparaître toute nuisance suite à une mise en demeure à cet effet, le conseil peut autoriser toute poursuite judiciaire à cet effet, tant civile que pénale ainsi que suivant les dispositions de la loi.

ARTICLE 23

Dans le cas où l'on ne peut trouver le propriétaire d'un terrain et que personne ne représente le propriétaire, le conseil peut autoriser qu'une requête soit présentée à la cour supérieure afin d'obtenir une ordonnance pour remédier à la situation et réclamer le coût des mesures requises du propriétaire ou de l'occupant, ces frais étant assimilés à des taxes municipales.

ARTICLE 24

Toute contravention au présent règlement rend le délinquant passible d'une amende, avec ou sans frais, et à défaut du paiement immédiat de ladite amende, avec ou sans frais, selon le cas, sans préjudice des autres recours qui peuvent être exercés contre lui; le montant de ladite amende devant être fixé par le juge ou le tribunal compétent, à leur discrétion; mais ladite amende ne doit pas être, avec ou sans frais, pour une personne physique, de moins de trois cents dollars (300,00\$) ni plus de mille dollars (1 000,00\$) pour une première infraction et de moins de cinq cents dollars (500,00\$) ni de plus de deux mille dollars (2 000,00\$) pour une deuxième infraction. Pour une personne morale, l'amende ne doit pas être de moins de quatre cents dollars (400,00\$) ni de plus de deux mille dollars (2 000,00\$) pour une première infraction et de moins de mille dollars (1 000,00\$) ni plus de quatre mille dollars (4 000,00\$) pour une deuxième infraction.

ARTICLE 25 PRÉSÉANCE DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Le présent règlement remplace le règlement 2007-009 et abroge tout règlement précédent portant sur l'une ou l'autre des dispositions qui y sont mentionnées.

ARTICLE 26

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Gilles Tremblay, maire

Suzanne Prévost, directrice générale

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Calendrier

Avis de motion : 3 juillet 2017

par la résolution : 2017-07-206

Adoption du projet de règlement : 12 juillet 2017

par la résolution : 2017-07-219

Adoption du règlement 2017-081: 7 août 2017

par la résolution : 2017-08-240

Entrée en vigueur: 8 août 2017